Les excès tuent plus sûrement que les épées

Semaine 26 - 2019

Du 24 au 30/06

J'ai parlé cash et je le paie cash
Nathalie Loiseau, député européen

Les Républicains ne sont plus aujourd'hui en situation de représenter les droites
Florance Berthout, maire du 5e arrondissement, ex-LR

Haine de soi, haine des pairs, haine des pères : là est l'identité nationale. Je suis disqualifié pour me prononcer, et votre question me condamne : je suis un privilégié. Je ne souffre de rien, je n'ai aucun problème. J'ai eu une enfance heureuse, je vis dans un pays en paix où l'État me prend en charge si je tombe à terre. Je ne suis victime de rien, n'accuse personne de ce que je suis, me tiens pour seul responsable de mes faiblesses. En outre, je n'ai aucune honte à être qui je suis. J'aime mes aïeux issus de la diversité : Berry, Picardie, Vendée. Je suis un mâle de près de 50 ans, amoureux de l'autre (c'est-à-dire des femmes), épris des paysages d'Île-de-France et de la peinture classique. Je demande officiellement pardon.

Pourquoi n'êtes-vous pas de gauche ?

Par paresse. Se lever le matin en sachant qu'on est garant du bien, dépositaire de la morale, attentif au progrès doit être une charge magnifique *et* terrible. Se savoir engagé dans la lutte de l'humanité pour sa perfectibilité ! Au saut du lit ! Devant un croissant au beurre ! Je n'ai pas les armes intellectuelles ni la résistance physique pour cela. J'ai une immense admiration pour les vertueux. Leur courage, leur combat (et la considération de soi-même qu'il faut pour se savoir dans le camp des justes). Moi, je circule égoïstement, j'observe, j'herborise, je flâne avec un filet à papillons.

Sylvain Tesson, écrivain - dernier ouvrage Un été avec Homère, *Les Equateurs*

Politique

Près de 12.000 personnes sont descendues dans les rues samedi 22 juin pour la 32e mobilisation du mouvement des «gilets jaunes». À Senlis dans l'Oise, la manifestation a eu lieu devant un péage où la confusion a régné. Le sous-préfet, Michael Chevrier, a du quitter les lieux rapidement escortés par les gendarmes et sous les huées.

Gérard Larcher est en campagne. Motif : les élections sénatoriales de septembre 2020 vont dépendre des élections municipales de mars. Or, il y a le feu chez les maires LR, vu la tête du parti, et les alliances qui pourraient se nouer. Avec à l'arrivée la quasi disparition des élus LR ou ce qu'il en reste au Sénat et donc le casse-croûte de Larcher.

> D'où son idée de faire émerger des *« territoires »* des idées pour servir de base à une plateforme programmatique *« de la droite et du centre »* pour les municipales, qui serait présentée lors d'une convention nationale en octobre.

Plus 9,4 % de violences sexuelles, + 4,4 % de vols sans violence, + 9 % de cambriolages… Le moins que l'on puisse dire est que le rapport de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) sur la criminalité à Paris et dans la petite couronne entre 2016 et 2017 est passablement catastrophique.

Une situation désastreuse, évidemment liée à l'afflux massif de clandestins, car comme le souligne Valérie Martineau, de la Direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne, « *On constate, chiffres à l'appui, qu'il y a eu un effet important des vagues migratoires et de la présence des mineurs non accompagnés. Cela a aggravé les phénomènes de délinquance* ».

Le référendum d'initiative partagée portant sur la privatisation du Groupe ADP ne constitue qu'un os à ronger jeté à l'opposition. Même si les 4,7 millions de signatures étaient réunies, l'exécutif n'aurait pas constitutionnellement l'obligation de convoquer un référendum.

Tout dans la réforme de l'assurance chômage présentée mardi dernier par le gouvernement est "problématique", a regretté le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger. « *Ils sont en train de créer des trappes à pauvreté. On va passer d'un système d'indemnisation chômage à un système d'accroissement de la pauvreté* », a-t-il asséné.

Refusant le diktat RN ou LREM, le maire DVD de Chartres, Jean-Pierre Gorges, ex-député UMP, a rédigé une déclaration d'indépendance des maires de France. 320 maires de petites communes ont signé ce texte. Gorges envisage de créer un label « maire indépendant » pour les municipales de 2020.

Philippe Pradal, le premier adjoint du maire LR de Nice Christian Estrosi, est convoqué le 11 octobre prochain devant le tribunal correctionnel pour prise illégale d'intérêts, dans le cadre d'une affaire de subventions.

A Compiègne (40 000 habitants), la prochaine élection municipale pourrait tourner au duel entre deux élus d'origine corse : le maire LR Philippe Marini, installé dans son fauteuil depuis 1987 et en lice pour un septième mandat, face au secrétaire général de l'UDI Daniel Leca, tendance Xavier Bertrand.

Jean-Louis Louvel, président du groupe de presse *Paris Normandie* (et du leader français de la palette, PGS) se verrait bien devenir premier édile de Rouen, sous l'étiquette La République en marche. Le maire socialiste actuel, Yvon Robert, ne se représentera pas en mars 2020.

Jean-Christophe Lagarde, président de l'UDI et Benjamin Griveaux, candidat LREM a la mairie de Paris mais non encore investi officiellement, se sont rencontrés. Ils ont en commun de vouloir déloger Anne Hidalgo qui voit la banlieue comme « un bantoustan ». Lagarde a surtout noté qu'il n'y avait pas d'incompatibilité entre les idées de l'UDI et celles de Griveaux sur Paris.

Nicolas Sarkozy vient de commettre un nouveau bouquin, *Passions* (L'Obervatoire). Franchement on s'en fout de ce que peut raconter ce baltringue qu'a tout foiré, grande gueule, petite bite, petite taille, etc. En fait, c'est une manière pour lui de se maintenir dans l'actualité.

Elysée

Joli fiasco pour Emmanuel Macron. Au Sommet des deux rives de la Méditerranée, lundi 24/6, aucun chef d'Etat des 5+5 (Espagne, Italie, Malte, Portugal et côté Sud Algérie, Maroc, Libye, Tunisie, Maurtinaie) n'a jugé bon de se déplacer dans ce fastueux palais du Pharo à Marseille.

Lors de ce déplacement à Marseille, Macro en a surtout profité pour rencontrer la gentry locale, Jean-Claude Gaudin, Martine Vassal, Renaud Muselier, Jean-Luc Mélenchon. Raison évidente, les prochaines élections municipales, plus importants à ses yeux que le Sommet.

Macron a profité de la Fête de la musique, vendredi dernier, pour décorer le chanteur Elton John de la Légion d'honneur. Le chanteur britannique est en France pour une série de concerts, dans le cadre de sa tournée d'adieu.

Selon le *Canard enchaîné*, Macron a décidé de renoncer à la privatisation d'ADP – Aéroport de Paris - (censée rapporter 10 Mds € aux caisses de l'Etat) car elle ne serait *"pas comprise par l'opinion"*.

Un mois après les élections européennes, la popularité du président de la République Emmanuel Macron et du Premier ministre Edouard Philippe est en nette hausse, de 3 à 6 points, selon deux sondages diffusés par BVA. Selon un autre sondage Odoxa, le président de la République gagne 6 points pour atteindre 36 % d'opinions positives, sa plus forte progression en un mois depuis son élection.

Gouvernement

« *On a demandé un effort à l'audiovisuel public, dans le cadre de la volonté du gouvernement de rétablir les comptes et nous ne souhaitons pas du tout augmenter la redevance* », a fait savoir le ministre de la Culture Franck Riester.

Pour Marlène Schiappa la secrétaire d'État à l'égalité femmes-hommes, la baignade militante d'une dizaine de femmes en burkini, dimanche 24/6 à Grenoble, est une « revendication communautaire ». Quelle lucidité !

Le gouvernement doit décider avant les vacances s'il revient ou non sur la disparition de France 4. Le ministre de la culture, Franck Riester, serait favorable au maintien la chaîne publique, ou tout du moins à un report de sa fermeture.

La secrétaire d'Etat Marlène Schiappa s'est assurée de la présence d'un noyau dur de fidèles et de soutiens LREM au sein du Haut conseil à l'égalité. Placée sous l'autorité de Matignon, l'instance contribue à l'évaluation des politiques publiques en matière d'égalité entre hommes et femmes.

Et on en remet une louche ! Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner et la secrétaire d'Etat à l'Egalité entre les femmes et les hommes Marlène Schiappa ont annoncé le lancement du compte twitter @arretonsles destiné à lutter contre les violences sexuelles et sexistes en sensibilisant victimes et grand public.

Institutions

Xavier Driencourt, l'ambassadeur de France en Algérie, a été convoqué et auditionné il y a quelques jours par la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat. Objet : l'inquiétude que suscite le bras de fer actuel entre les manifestants et les tenants du pouvoir algérien. Mais nul n'a la réponse.

Bruno Lasserre, le vice-président du Conseil d'État, vient de mettre en place l'application Télérecours citoyens afin de faciliter les échanges entre les citoyens et la justice administrative et ne nécessitant pas la présence d'un avocat. Aides sociales, permis de construire, environnement, droits au séjour, libertés publiques… Tous les actes de l'administration peuvent être contestés par les citoyens devant un juge administratif.

Jean-Pierre Jouyet, exfiltré à Londres comme ambassadeur revient à Paris avec un poste d'ambassadeur auprès de l'OCDE (véritable planque avec indemnité de résidence élevée et défiscalisée) alors qu'il vient d'être atteint par la limite d'âge.

Emmanuel Macron a fait part de son intention de reconduire Catherine Guillouard au poste de PDG de la RATP. Les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat ont été saisis, *«afin que la commission intéressée de chacune des* [chambres] *se prononce»* sur la nomination.

Le député LREM de Paris, Sylvain Maillard et président du groupe d'étude sur l'antisémitisme à l'Assemblée nationale a remis officiellement à Serge Klarsfeld la proposition parlementaire de résolution contre l'antisémitisme incluant l'antisionisme. L'élu a également rencontré Beate et Arno

Klarsfeld et a dialogué avec eux sur cette résolution. Tous trois ont apporté leur soutien total au texte qui devrait être voté prochainement par les députés. Ben voyons !

Guéguerre en Rhône-Alpes. Dans la région lyonnaise, le projet de site de production de Safran se retrouve au cœur d'une guerre de clocher. David Kimelfeld, président de la Lyon métropole annonce la cession d'un terrain public a prix cassé et exonération foncièr.

> Mais le patron de la région Auvergne Rhône-Alpes (Aura), Laurent Wauquiez, ne l'entend pas de cette oreille. Il plaide avec insistance pour une installation du site dans la plaine de l'Ain, un parc industriel à 40 minutes de la capitale des Gaules. Du coup, Safran fait monter les enchères.

Divers

Le Conseil national de l'Ordre des médecins (Cnom), réuni en formation restreinte, a finalement autorisé l'ancien ministre Jérôme Cahuzac à exercer la médecine générale. Ce dernier vit désormais en Corse.

Aude Mirkovic, juriste et maître de conférence à l'université d'Evry, et surtout l'une des figure de la Manif pour tous en guerre contre la PMA pour les couples de femmes, a été consultée comme « experte » par le gouvernement et reçue à ce titre par Nicole Belloubet, la garde des Sceaux. Aude Mirkovic étaitt récemment encore l'une des égérie de la scène musicale identitaire.

Virginie Calmels, ancienne numéro deux des Républicains, a été évincée de son poste de présidente de Barnes France en raison « de dissensions majeures » avec les actionnaires fait savoir le groupe immobilier de luxe qui l'avait recruté mi-mars.

Jean-Philippe Hubsch, grand maître du Grand Orient de France (GODF), a présenté récemment le bilan de « *l'année maçonnique* ». Satisfait de Macron, et déroulant la litanie des combats à venir, on a relevé concernant le drame de Notre-Dame « *Ce monument historique national est un lieu de culture. Nous n'y voyons pas un lieu de culte* ». On les savait aveugles, mais à ce point !

Bernard Arnault était en déplacement à Moscou la semaine passée où il a été convié personnellement par le président russe Vladimir Poutine à l'inauguration d'une exposition consacrée au collectionneur moscovite Sergueï Chtchoukine.

François Lecointre, le chef d'état-major des armées, a conclu un colloque consacré au vingt-cinquième anniversaire de l'opération Turquoise au Rwanda. L'occasion pour lui de dénoncer une déformation des faits et une perversion de la réalité. Avant de conclure que nous devons être fiers de cette opération.

Sur proposition de Macron, l'ancien ministre Laurent Hénart, maire (Rad) de Nancy, président du Mouvement Radical, franc-mac notoire, devrait se voir confier la présidence du conseil d'administration de Voies navigables de France.

Tambouille macro-machin

Deux ans après les législatives, le groupe se colle sans enthousiasme au renouvellement de ses postes clés. *« C'est beaucoup d'emmerdes pour peu d'enjeux mais bon, il faut le régler»*, soupire un concerné.

Avec le grand débat et les européennes, *«on sort d'une séquence positive qui nous a donné beaucoup d'oxygène. Un chamboule-tout dans ce contexte n'est pas génial»*, admet un membre de la commission des lois.

Les Progressistes bretons, Breizh Lab, le mouvement de réflexion lancé par Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, prend forme. Quelque deux cents personnes ont pris

part à un deuxième rendez-vous. Au programme : la constitution de groupes de travail et un invité, Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT. Pas un Parti note Le Drian mais un laboratoire d'idées.

La campagne de l'investiture pour les élections municipales à Paris tourne au vinaigre à En marche, où les concurrents de Benjamin Griveaux accusent ce dernier de vouloir être investi « en force ». « *Entre le "vrai parisien", les "couilles", "les neurones" et "l'envie", je n'arrive pas à choisir !* », s'amuse l'un des fondateurs d'En marche.

Guéguerre pour la présidence de la métropole de Lyon entre son actuel président, David Kimelfeld et le maire de Lyon, Gérard Collomb qui veut récupérer son bien. Kimelfeld, 58 ans, a rejoint Emmanuel Macron en 2016 et réclame l'investiture de LREM. Pas question de lâcher un si beau casse-croûte pour cet ancien infirmier.

Stanislas Guerini, patron de La République en Marche, surveille attentivement la bataille pour la mairie de Lille. En particulier, la fronde lancée par la turbulente et toute nouvelle députée de la 9ème circonscription du Nord, Valérie Petit, qui vient de démissionner avec fracas du comité politique du parti. Face à elle, Violette Spillebout qui fait campagne sous la bannière LREM.

La commission des conflits du mouvement présidentiel a fini par trancher sur le cas Agnès Thill, députée de l'Oise et a prononcé son exclusion. Cette dame s'était opposée à ce que les femmes homosexuelles ou seules aient recours à la PMA.

> Elle dénonçait surtout l'existence d'un puissant « lobby LGBT à l'Assemblée nationale ». Une décision en totale contradiction avec le discours officiel de ce parti qui se prétend attaché au pluralisme.

Droite

Christian Jacob a confirmé qu'il serait bien candidadt à la présidence des Républicains en octobre. Il a le soutien de nombreux poids lourds, comme Gérard Larcher et Sarko. « *Nous devons poser les bases d'une réconciliation avec tous ceux qui nous ont quittés ou pris leurs distances* », estime Jacob. Vu qu'il n'y a pas foule pour faire le job, il a toutes ses chances. Mais sur quoi va-t-il régner ?

Président de la Région Sud et pilier des Républicains, Renaud Muselier a présenté sa démission à Jean Leonetti, chargé de l'intérim à la tête du parti. Estimant avoir été nommé à la commission d'investiture par Wauquiez, *« la dignité et l'honneur »* lui imposent de se retirer. Refus de Léonetti.

La Manufacture, le think tank de Xavier Bertrand, s'agrandit. Après avoir inauguré l'antenne d'Angers, le président des Hauts-de-France ouvrait celle de Clermont (Oise) et sera à Poissy (Yvelines) le 1er juillet et à Dozulé (Calvados) le 9. Bertrand étend le champ de ses ambitions.

Directeur de campagne de François-Xavier Bellamy et cofondateur de la Droite forte au côté de Guillaume Peltier, Geoffroy Didier tombe le masque et se recentre dans le sillage de son compagnon Pierre-Yves Bournazel qui vient de créer 100 % Paris, le groupe des LR Macron- compatibles au conseil de Paris (16 membres).

Mardi soir (25/6) une quinzaine d'élus Les Républicains ont dîné avec Marion Maréchal pour "échanger" avec celle qui appelle de ses vœux l'union des droites (LR+RN). Gérard Larcher, président du Sénat et bon franc-mac propose de les exclure du parti (quel parti ?). Le Medef qui avait envisagé d'inviter Marion à son université, fin août, a finalement renoncé.

Gauche

Mélenchon a pris la parole devant ses troupes lors des Assemblées représentatives de son mouvement. Il a reconnu être « triste » que la campagne de LFI « *n'ait pas donné le résultat qu'on attendait», alors que le mouvement «a mené une bataille extraordinaire*».

> « *On me demande de m'en aller sans que je sache pourquoi*», s'est-il étonné, en voulant rappeler qu'il n'est que le «président d'un groupe parlementaire» à l'Assemblée nationale. Mais il reste le patron, n'en déplaise aux « dissidents », genre Clémentine Autain qui, décidément, sème la pagaille partout où elle passe.
>
> « *Qu'est-ce qu'on peut faire d'autre à part se remettre au combat? Notre devoir est de nous opposer, de vouloir tout changer. Hier, c'était une option philosophique, aujourd'hui c'est un impératif catégorique. C'est l'avenir de la civilisation humaine qui est en jeu* », a-t-il martelé. Bigre !

Manon Le Bretton la patronne de l'école de formation de LFI l'a annoncé sur Facebook, elle quitte le mouvement. Le Bretton explique avoir cru à des débuts de *«réponses»* sur la démocratie interne et un embryon de *«débats contradictoires»…* avant d'être *«stupéfaite»* par le discours de Mélenchon et sa *«virulence»* contre *«celles et ceux qui ont formulé des critiques».*

Selon François Ruffin, député LFI de la Somme : « *En 2022 il n'est pas évident que notre famille politique doive absolument présenter un candidat. Les choses ont changé : la France insoumise n'est plus hégémonique à gauche. Si une autre candidature semble meilleure (…) il faudra peut-être s'y rallier* ».

Société

Sept syndicats de pompiers ont déposé un préavis de grève du 26 juin au 31 août pour demander plus de moyens face à une augmentation de leurs interventions. « *Le service public de secours est malade. On veut alerter les Français* », a déclaré André Goretti, président de l'organisation FA/SPP-PATS, premier syndicat chez les 40.000 pompiers professionnels.

S'appuyant sur les travaux historiques de Stéphane Lamache (*La Normandie américaine*, Larousse, 2010) et de Michel Boivin (*Les Manchois dans la tourmente de la guerre, 1939-1945*, une thèse soutenue en 2003), *Le Point* rappelle qu'« à l'automne 44, ceux qui pillent,violent et assassinent sont les Américains » et que les Afro-Américains composaient près de 50 % des effectifs.

> Et de rapporter ce qu'écrivait alors *La Presse cherbourgeoise*: « *Des scènes de sauvagerie et de bestialité désolent nos campagnes […], toute sécurité a disparu aussi bien à domicile que sur nos chemins. C'est une véritable terreur qui sème l'épouvante. […] On ne peut pas dire que les relations [avec les Allemands] étaient cordiales mais elles furent correctes.* »

126 prêtres seront ordonnés cette année, un chiffre qui stagne par rapport à 2018, a annoncé la Conférence des évêques (CEF).

Faits divers

Rien n'arrête Patrick Balkany. Après cinq semaines de procès,, samedi soir 22/6, il a endossé le rôle de maître de cérémonie à l'occasion de la fête de l'été à Levallois dont il est toujours maire. « Allez ! Envoyez la musique » a-t-il lancé sous les acclamations de la foule des Levalloisiens enthousiastes.

Michel Aupetit, l'archevêque de Paris, qui fait l'unanimité aussi bien auprès du clergé qu'auprès des pouvoirs publics, et qui bénéficie d'une relation de confiance avec le pape François, devrait recevoir la

dignité de cardinal d'ici peu. Le pape François nomme très peu de cardinaux au sein de la vieille Europe, considérant que l'avenir de l'Église se trouve en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie.

Pour avoir scandé « homo-folie, ça suffit! » et bousculé un panneau d'affichage lors d'une foire LGBT à La Roche-sur-Yon (Vendée), treize étudiants seront jugés, le 18 juillet, pour injures homophobes et violences présumées.

Un hacker a infiltré le réseau informatique d'un centre de la Nasa l'an dernier, forçant l'agence spatiale américaine à déconnecter temporairement des systèmes de contrôle des vols spatiaux du centre affecté.

> L'assaillant a utilisé pour son méfait un mini-ordinateur coûtant 35 dollars et baptisé Raspberry Pi, de la taille d'une carte de crédit et qui se branche sur les télévisions. Finalement, «Houston» s'est déconnecté du portail du JPL afin d'éviter toute contamination.

Trois jours après la Fête de la musique, l'Inspection générale de la police nationale a été saisie par le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner sur les opérations de maintien de l'ordre à Nantes, où 14 personnes sont tombées dans la Loire au cours de la nuit tandis qu'un homme est toujours porté disparu.

Migration/ islam

Depuis quelques jours, une trentaine de barnums blancs ont fait irruption le long des pelouses du Champ de Mars. Ces barnums sont occupés par diverses associations proposant de l'aide aux clandestins. Vacances dans le Vercors avec des clandestins, cours de français pour des clandestins, aide aux démarches de demandes d'asile et ainsi de suite : rien n'est trop beau pour ces individus venant d'outre Méditerranée !

C'est la deuxième année consécutive que la Mairie de Paris organise cet événement, intitulé « Paris Ville Refuge ». Un choix qui pourrait paraître surprenant de la part d'une municipalité où sont localisés un nombre important de migrants et où les nuisances qu'ils suscitent détériorent le quotidien de plus en plus les Parisiens.

Défiant le règlement, plusieurs musulmanes grenobloises sont allées dimanche 23 juin dans une piscine municipale en burkini. Avec cette action coup de poing, la deuxième en un mois, ces militantes cherchent à défendre «la liberté de toutes les femmes». On se demande où est la liberté dans cette provocation religieuse.

Le Conseil d'Etat a enjoint à la préfecture du Nord d'installer, sous huit jours et en nombre suffisant, des points d'eau, douches et sanitaires à proximité d'un gymnase de Grande-Synthe, autour duquel vivent quelque 700 migrants, et d'organiser des maraudes à l'occasion desquelles des documents dans les langues principales seront remis aux migrants pour les informer de leurs droits".

Au rang des organismes publics sujet au communautarisme musulman, la RATP est en première ligne. Eric Diard et Eric Pouillat, auteurs d'un rapport parlementaire sur la radicalisation dans les services publics le confirment. « *La RATP est l'une des rares entreprises à embaucher dans les quartiers difficiles* », reconnaît Eric Poulliat.

Le navire humanitaire allemand *Sea Watch 3* a annoncé qu'il allait forcer le blocus imposé par Rome dans les eaux territoriales italiennes au large de l'île de Lampedusa, afin d'y débarquer les 42 migrants bloqués à bord depuis quatorze jours.

Écologie

La présidente de la Région, Carole Delga (PS), qui ambitionne de créer « la première région à énergie positive d'Europe », soumet au vote des élus régionaux le 27 juin un vaste plan "hydrogène vert" de 150 millions d'euros. Un projet "inédit en France à l'échelle d'une collectivité", affirme l'élue.

Ce plan qui s'appuie sur les ressources en énergies renouvelables pour la production "d'hydrogène décarboné", propose une "stratégie intégrée" de recherche, d'investissements et d'accompagnement des projets. L'Occitanie veut développer une filière propre à partir de l'électrolyse de l'eau.

Selon un rapport du Sénat, près de 10% des ponts en France (soit 25 000 sur 250 000) sont en "mauvais état structurel" et "posent des problèmes de sécurité pour les usagers" en raison d'un "sous-investissement chronique »

Économie

Olivier Dassault vient de créer une société civile, dénommée HRT, qui réunit comme seuls actionnaires son épouse et ses trois enfants, dont un mineur. Cette société a pour objet l'acquisition de titres, de participations, mais aussi de biens immobiliers. D'aucuns voient dans cette initiative la préparation de la succession de Serge Dassault, mort il y a un an et de son épouse Nicole décédée il y a deux mois.

Un mastodonte de l'informatique français vient de voir le jour. L'entreprise Capgemini, spécialiste des services informatiques, vient d'annoncer le rachat d'Altran, groupe de conseil en technologie, pour un montant de 3,6 milliards d'euros.

Après des mois de tergiversations de l'Italie, le projet de TGV Lyon-Turin est en train de repartir grâce au déblocage financier décisif de l'Europe, qui, craignant de voir ce corridor européen transformé en éléphant blanc par des accès insuffisants, a fortement réduit le coût du projet pour les deux pays.

Le patronat peut souffler depuis le vote de la loi d'orientation des mobilités le 18 juin à l'Assemblée nationale. Il estime avoir évité un bon milliard d'euros de prélèvements supplémentaires aux entreprises. Parmi les taxes évitées : la vignette sur les poids lourds et la taxe kérosène.

Culture/médias

Le rachat de la station de radio RTL par M6 semble mal se passer. Le nouveau patron, Nicolas de Tavernost, « nettoie » la station - limogé Christopher Baldelli Pdg depuis dix ans -, et réorganisation en interne. *« Il y a un sentiment de dissolution de l'identité de cette maison »*, déplore une grande voix de la station, parlant d'une *« M6sation accélérée »* avec la mutualisation des moyens et des services. Sans compter l'abandon de la rue Bayard pour Neuilly-sur-Seine.

Mick Jagger le chanteur et animateur des Rolling Stones et ses musiciens ont repris leur tournée nord-américaine, « no Filter » qu'ils avaient interrompu en raison des soucis de santé de Mick Jagger, 75 ans, opéré du cœur il y a deux mois. Ce mec est increvable. Et ce n'est même plus le pognon qui les motive. Petit rappel : Ron Wood, 72 ans, Keith Richards, 75 ans, Charles Watts, 78 ans. C'est Papy fait de la résistance !

L'antenne lyonnaise de BFM émettra à partir de la rentrée de septembre depuis les studios de l'ancienne Télé Lyon Métropole (TLM), rachetée par Altice France, la maison mère de la chaîne d'information en continu.

La messagerie Presstalis pourrait à nouveau connaître à l'automne des problèmes de trésorerie. En cause, un contexte économique précaire, avec une baisse moyenne des ventes de presse de 5 %, et même de 7 à 10% pour les magazines au premier trimestre.

Au *Monde*, on fout à la porte les séniors. En perspective de son futur déménagement sur la ZAC Saint-Martin en décembre, le groupe incite ses plus anciens salariés à quitter le navire. 60 salariés seniors à l'échelle du groupe le quitteront d'ici fin 2020.

Décès de Zappy Max, né Max Doucet, l 'âge de 97 ans. Ce pionnier de la radio fut le formidable animateur d'une célèbre émission de la France d'avant, « *Quitte ou double* » sur Radio Luxembourg. Ecarté lorsque la station devient RTL en 1966, il rejoint RMC et poursuit sa route jusqu'en 1983.

Europe

Union européenne. Après cinq ans d'absence sur fond d'annexion de la Crimée, la Russie a fait son grand retour à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). En milieu de matinée du lundi24/6, les dix-huit membres de la délégation russe ont pris place dans l'hémicycle du Palais de l'Europe à Strasbourg.

Aussitôt le chef de la délégation ukrainienne, Volodymyr Ariev, a quitté l'hémicycle soulignant que des parlementaires russes présents à Strasbourg étaient sur « l*a liste noire de l'Union européenne* ». Quatre feraient l'objet de sanctions de la part de l'Union européenne.

Amélie de Montchalin, secrétaire d'Etat aux affaires européennes, qui pilote le dossier pour la France, laquelle occupe la présidence tournante de l'institution explique : « *Nous ne sommes pas le Conseil de sécurité de l'ONU, ce n'est pas à nous de résoudre le conflit en Ukraine. Il ne faut pas voir dans ce qui se passe au Conseil de l'Europe le signal d'une quelconque inflexion française ou allemande vis-à-vis de la Russie.* »

Les dirigeants des 28 se sont mis d'accord pour reconduire pendant six mois les sanctions économiques imposées à la Russie en raison de l'absence de progrès dans l'application des accords visant à faire cesser les combats dans l'est de l'Ukraine.

La quasi-totalité des entreprises françaises ont arrêté leurs activités commerciales avec l'Iran. En fait, les groupes européens ne croient pas à l'application du nouveau mécanisme *Instrument in support of trade exchanges* (Instex) de la Commission de Bruxelles, destiné à éviter les transactions monétaires en dollars pour échapper à d'éventuelles représailles américaines.

Autre aspect du problème : Hors mines et hydrocarbures, sous sanctions, l'Iran n'a pas suffisamment de matières premières à exporter vers l'Europe pour compenser les ventes européennes de produits agroalimentaires, pharmaceutiques et de services. Encore un fiasco européen par manque de volonté politique.

Allemagne. Ils ne sont encore qu'une poignée à le dire ouvertement. La pression de l'AfD sur la droite de l'échiquier politique allemand conduit lentement des élus de la CDU à revoir leur doctrine politique, quel que soit l'avis d'Angela Merkel ou de la direction du parti.

A quelques semaines d'élections régionales qui devraient permettre à l'*Alternative für Deutschland* de faire jeu égal avec les chrétiens-démocrates dans l'est du pays, l'hypothèse n'est plus taboue. Si ce n'est pour maintenant, au moins pour l'avenir.

Le parti de la droite conservatrice, CDU, dirigé jusqu'à fin 2018 par la chancelière Angela Merkel, a adopté une résolution excluant toute alliance ou rapprochement avec l'Alternative pour l'Allemagne (AfD). Plusieurs de ses membres ont ces derniers jours évoqué un éventuel rapprochement avec ce parti, qui a fait son entrée au Bundestag en 2017.

Angleterre. C'est une scène de ménage qui a tout changé. Sa dispute avec sa compagne de trente et un ans, Carrie Symonds, puis la « une » de tous les médias sur le sujet tout au long du week-end, a contraint l'ex-maire de Londres, Boris Johnson, à sortir de sa réserve. Il est en effet en duel avec Jeremy Hunt pour la succession de Theresa May au 10 Downing Street. Le successeur sera connu le 23 juillet prochain.

Danemark. La maison royale l'a annoncé i : la sociale-démocrate Mette Frederiksen a été appelée à former un nouveau gouvernement, devenant à 41 ans la plus jeune Première ministre de l'histoire du Danemark. Sur l'immigration, le Danemark va de nouveau accueillir des réfugiés à l'aide d'un système de quotas, au nom d'un accueil humain

Espagne. Selon la presse espagnole, Manuel Valls aurait rencontré des responsables du PS espagnol qui auraient évoqué pour lui le poste de ministre des Affaires étrangères. Les bras nous en tombent.

République tchèque. 250 000 personnes, selon les organisateurs et les médias, ont appelé à Prague à la démission du Premier ministre Andrej Babis soupçonné de fraude aux subventions européennes, lors d'un rassemblement qui est sans doute le plus important dans ce pays depuis la chute du communisme en 1989.

Russie. Dans le sillage de la décision de l'Union européenne quelques jours plus tôt, le président russe Vladimir Poutine a prolongé jusqu'à fin 2020 l'embargo sur les produits alimentaires occidentaux des pays qui sanctionnent la Russie pour l'annexion de la péninsule ukrainienne de Crimée, en mars 2014.

International

Inde. Les rapports se tendent entre les USA et l'Inde. Alors que le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, est attendu, le porte-parole des Affaires étrangères a rappelé qu' « *une entité étrangère n'a guère de légitimité à se prononcer sur l'état des droits de nos concitoyens protégées par la Constitution* ». Réponse au rapport des USA sur les libertés religieuses dans le monde.

Turquie. L'opposition, emmenée par le candidat laïc Ekrem Imamoglu, a largement remporté, dimanche 23 juin, les élections à la mairie d'Istanbul. Imamoglu fédère les contestataires et les minorités. Il se pose en chef de file des anti-Erdogan, avant la présidentielle de 2023.

Etats-Unis. Avant le prochain sommet du G20 à Osaka (Japon), une fois de plus Donald Trump règle ses comptes : « *Si le Japon est attaqué, nous lancerons la troisième Guerre mondiale. (…) Mais si nous sommes attaqués, le Japon n'a pas du tout à nous aider. Ils peuvent regarder l'attaque sur une télévision Sony.* »

Il a pareillement épinglé l'Allemagne, « *partenaire défaillant* » qui « v*erse des milliards et des milliards de dollars à la Russie pour son énergie* », et que « *malgré cela nous sommes censés protéger* ». Idem de l'Inde : « *l'Inde, qui impose depuis des années des droits de douane très élevés aux Etats-Unis, les a encore plus relevés récemment. C'est inacceptable et ces taxes doivent être retirées !* » Il est en forme pépère.

La lex americana, l'autre arme de Trump

Au fil des ans, les Etats-Unis se sont dotés d'un arsenal juridique à portée extra territoriale. Un outil imparable dans les mains américaines. Dans le viseur: la souveraineté européenne

Chargés l'an dernier par Edouard Philippe d'étudier le moyen de protéger « *les entreprises françaises confrontées à des procédures judiciaires ou administratives donnant effet à des législations de portée extraterritoriale* », Raphaël Gauvain, député LREM de Saône-et-Loire, et Christophe-André Frassa, sénateur LR représentant les Français établis hors de France, doivent remettre leur rapport au Premier ministre. Ce document s'inquiète notamment de la promulgation l'an dernier d'une loi permettant à l'administration américaine de contraindre les fournisseurs de services basés aux Etats-Unis de communiquer des données en transit ou stockées sur des serveurs situés à l'étranger.

L'ordre de mission donné à Gauvain, député LREM de Saône-et-Loire, et à Christophe-André Frassa, sénateur LR représentant les Français établis hors de France, par Edouard Philippe date du 11 juillet 2018. Près d'un an après, le rapport qu'ils doivent lui remettre, sous l'intitulé *Rétablir la souveraineté de la France et de l'Europe et protéger nos entreprises des lois et mesures à portée extraterritoriale* est plus que jamais d'actualité. Donald Trump vient d'accroître les sanctions économiques contre l'Iran et fait pression sur ses « alliés » pour qu'ils en fassent de même. Comme le soulignent les deux parlementaires, les Etats-Unis n'ont eu de cesse, ces dernières années, d'étendre leur arsenal juridique au monde entier pour imposer leur puissance économique et politique.

Magie. En théorie, la loi fédérale américaine requiert un lien de rattachement entre l'infraction et le territoire des Etats-Unis pour donner compétence à ses juridictions de poursuivre et de juger. Dans les faits, le lien requis n'est pas vraiment défini ; il permet tous types d'interprétations. Les autorités américaines ne s'en sont pas privées, utilisant le recours par une entreprise étrangère au système financier américain ou au dollar pour se saisir d'une affaire à leur gré. Et comme si cela ne suffisait pas, elles se sont dotées en mars 2018 du *Clarifying Lawful Overseas Use of Data Act* (Cloud Act) qui permet de collecter les données d'entreprises cibles où que celles-ci soient stockées dans le monde en s'affranchissant des règles de la coopération judiciaire internationale.

C'est la magie de l'extraterritorialité ! C'est ainsi que, même si les intéressés s'en défendent, la lex americana s'est imposée sous couvert de combat contre la corruption dans les transactions commerciales internationales (F*oreign Corrupt Practices Act-FCP*A), de lutte contre la fraude fiscale (*Foreign Account Tax Compliance - FATCA*), de traque du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme (*Patriot Act)*, d'action contre les délits financiers (Loi Sarbanes-Oxley) ou pour veiller à ce que les sanctions américaines infligées par Washington à des pays hostiles à ses yeux (de Cuba au Congo, ils sont actuellement une trentaine) ne puissent pas être contournées par d'autres.

Les Etats-Unis ne manquent pas de gendarmes formés à l'intelligence économique et travaillant en partenariat sous forme de « tasks forces » pour faire appliquer ses lois. Il y a le département de la Justice (DoJ), le Federal bureau of investigation (FBI), la Securities and

exchange commission (SEC), l'Office of foreign asset control (OFAC) et l'Internal revenue service (IRS). L'ensemble est d'autant plus efficace que, comme le soulignent Raphaël Gauvain et Christophe-André Frassa, les enquêtes sont menées à charge en vue de conclure un « deal » : « *Il s'agit d'un rapport de force violent et déséquilibré entre les autorités américaines et l'entreprise souvent dépendante pour sa survie d'un accès au marché américain*. »

Bilan spectaculaire. Le bilan est en tout cas spectaculaire. Entre 2008 et 2017, 26 entreprises ont été condamnées au titre du FCPA à des amendes supérieures à 100 millions de dollars par le Doj et la SEC : sur ce total, 21 étaient non américaines (dont 14 européennes), soulignent les rapporteurs qui notent curieusement l'absence de firmes chinoises et russes. La récolte de l'OFAC est tout aussi spectaculaire avec des pénalités civiles et pénales de 8,9 milliards de dollars infligées à BNP Paribas pour avoir fait transiter de 2004 à 2012 par les Etats-Unis de l'argent au nom de clients soudanais, cubains et iraniens. HSBC a dû pour sa part payer une amende de 1,9 milliard de dollars pour complicité de blanchiment d'argent sale de cartels de drogue et Commerzbank de 1,5 milliard pour avoir contrevenu aux règles sur les embargos américains à l'encontre de certains pays, dont l'Iran et le Soudan...

« *Les conventions d'entraide judiciaire et les règles de la coopération administrative sont systématiquement contournées [...]. Surtout, les poursuites engagées semblent être motivées économiquement et les cibles choisies à dessein* », continuent les deux parlementaires en soulignant qu'avec les sanctions unilatérales, aucune transaction financière ou commerciale n'est aujourd'hui à l'abri des actions de l'appareil judiciaire américain. La situation est d'autant plus inquiétante, écrivent-ils, que les risques stratégiques entre l'Europe et les Etats-Unis au sujet de la politique de sanctions internationales n'ont jamais été aussi grands. Et que des pays comme la Chine, l'Inde ou la Russie pourraient à leur tour se doter à l'avenir de lois à portée extraterritoriale.

Or, l'Europe paraît bien désarmée. Elle a bien adopté, en 1996, une loi de blocage mais elle paraît difficilement applicable, notamment dans son volet « indemnisation » prévu en cas d'amende infligée par les Etats-Unis pour violation de sanctions extraterritoriales. D'où la proposition des rapporteurs de proposer aux partenaires de l'Union européenne de renforcer les outils de protection des entreprises européennes face aux demandes des autorités administratives et judiciaires étrangères ; de porter la question du « protectionnisme judiciaire » devant l'OCDE et de saisir pour avis la Cour internationale de justice afin de fixer l'état du droit international sur l'extraterritorialité. « *Il faut aussi étendre le Règlement sur la protection des données personnelles (RGPD), adopté l'an dernier, aux personnes morales avec à la clé une sanction dissuasive de 4 % sur le chiffre d'affaires mondial des Gafa si elles appliquent le Cloud Act* », explique Raphaël Gauvain à l'Opinion en appelant aussi à renforcer le dispositif français.

« *Si demain Orange est poursuivi pour avoir continué à travailler avec Huawei, mis au ban par les Etats-Unis dans le cadre de son conflit commercial avec la Chine, comment se défend-il ?* », interroge le député qui suggère avec Christophe-André Frassa que la France durcisse sa propre loi de blocage de 1968 et adopte le « legal privilège » en cours dans de nombreux pays européens. Il s'agirait dans le premier cas de renforcer « *notre souveraineté judiciaire en obligeant vraiment les autorités étrangères quand elles veulent obtenir des documents de passer par les voies de la coopération* » et, dans le second, d'assurer aux entreprises concernées « *un droit à soustraire certaines communications confidentielles de nature juridique, écrites ou orales,*

à l'obligation d'être produites en justice », en instaurant parallèlement un statut d'avocat en entreprise. Le protectionnisme judiciaire ne sera pas moins violent que le tarifaire.

Gilles Sengès pour l'*Opinion* 26/06/2019

Sites à consulter

TVLibertés

l'affaire Nice matin

quand le CSA se ridiculise

la nouvelle guerre des sexes

comprendre les enjeux au Moyen Orient

Journées de lecture

***Un été avec Homère*, par Sylvain Tesson, Ed. des Equateurs, 2018, 252 p., 14,50 €**

Notre crivain voyageur revient avec de nouvelles aventures loin des steppes d'Asie centrale et du Grand Nord. Cette fois-ci, nous plongeons dans l'Iliade et l'Odyss e o il revisite les mythes grecs au regard de l'actualit contemporaine. Avec ce roman, Sylvain Tesson part dans les les des Cyclades afin d'explorer des th mes aussi vastes que "La guerre notre m re", "Est-on libre de sa destin e?" ou encore "Le myst re de la beaut pure". Un petit pr cis de philosophie qui place l'Homme au centre des d bats. Dans le m me genre, on ne peut oublier l'excellent Jacques Lacarri re et son *Eté grec* sans oublier son p riple dans la France des sentiers, *Chemin faisant*, auquel r pond *Sur les chemins noirs* de Sylvain Tesson.

Puisque nous sommes en Gr ce, restons-y un instant

***Emerveillements, réflexions sur la Grèce antique*, par Jacqueline de Romilly, Robert Laffont, collection Bouquins, 1376 p., 32 €**

Ce volume rassemble l'essentiel des textes qui jalonnent cette fresque narrative. Ses merveillements constants devant la richesse et la splendeur du patrimoine qu'elle fait d couvrir ici travers les figures de la Gr ce mythologique, historique et litt raire – Hom re, Hector, Achille et Alcibiade, P ricl s, Platon et Socrate – sont indissociables de son approche savante. En sa compagnie, nous suivons l'invention progressive des valeurs qui nous ont façonn s : douceur, tol rance, libert , d mocratie…